

## Inégalités : l'horizon de faible espérance, par Jean-Paul Fitoussi Le Monde 28 novembre 2007

La mère de toutes les batailles sociales étant le combat contre les inégalités, notre défaite collective dans cette lutte résume toutes les autres. La dernière livraison des Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (FMI) établit sans conteste que la croissance des inégalités intranationales, quel que soit le niveau de développement des pays du monde, fut dans les dernières décennies un phénomène universel, à quelques rares exceptions près.

Les causes sont connues depuis longtemps : la globalisation commerciale, la globalisation financière et le progrès technique. Sans surprise, l'étude du FMI conclut que c'est essentiellement le troisième facteur qui explique l'ampleur du phénomène, alors que l'effet des deux premiers se compense partiellement, la croissance des échanges internationaux ayant tendance à réduire les inégalités quand celle des mouvements de capitaux les augmente. Comme s'il était possible de distinguer entre les trois causes, alors qu'elles se nourrissent les unes des autres ! N'est-ce pas la baisse du coût de tous les transports, à commencer par celui des informations qui fut et reste le moteur essentiel de la mondialisation ? Qu'est-ce donc d'autre qu'un progrès technique ?

Mais l'accroissement quasi universel des inégalités n'est ni contesté ni contestable. La question dès lors est de savoir quelles en sont les conséquences. Dans un monde ahistorique, où la diversité des conditions initiales des individus n'emporte aucun effet, où le passé ne détermine ni le présent ni l'avenir, les inégalités sont un puissant moteur du progrès économique et social. C'est le monde parfait de la théorie des marchés où les inégalités du présent n'empêchent en rien l'égalité des destins.

Supposons, par exemple, que les salariés diplômés de l'enseignement supérieur aient un revenu dix fois plus élevé que celui des diplômés de l'enseignement secondaire. La dynamique de l'allocation des ressources et des incitations fera que le nombre de jeunes poursuivant leurs études au-delà du baccalauréat ne cessera de croître, pour leur plus grand bien et celui du pays. Le même raisonnement peut être reproduit au sujet des inégalités de salaires entre secteurs d'activité, qui créent une dynamique de réallocation efficace du travail au profit de l'expansion économique et au détriment des industries en déclin. Evidemment, de telles dynamiques vertueuses n'existeraient pas si les salaires étaient égaux entre secteurs, ou si les diplômés n'étaient que marginalement mieux payés que les autres.

Dans ce monde, la globalisation et/ou le progrès technique feraient à coup sûr croître les inégalités. Le type de progrès technique que nous connaissons aujourd'hui n'est pas neutre dans la mesure où il accroît à la fois la demande de travail qualifié et la désaffection pour le travail non qualifié. Mais l'augmentation des inégalités qui en résulte serait féconde si elle incitait réellement les jeunes à poursuivre des études supérieures (y compris en empruntant) et les moins jeunes à accroître leurs compétences par la formation permanente. Dans cette vision ahistorique, les

inégalités et leur croissance sont les moteurs puissants d'une mobilité sociale ascendante, les marqueurs de nouvelles opportunités.

Mais revenons à notre monde tel qu'il est, où il existe des obstacles à l'éducation, à la formation et à l'investissement personnel, en raison notamment du rationnement du crédit. Le passé et donc les conditions initiales de chacun retrouvent alors toute leur importance. La mobilité sociale est freinée, voire empêchée, en raison même de l'incommensurabilité du capital social, culturel, financier et patrimonial dont héritent les individus. Les opportunités que créent les nouvelles inégalités ne peuvent alors être saisies que par ceux qui bénéficient de conditions déjà favorables.

## SOCIÉTÉ BLOQUÉE

Le meilleur fonctionnement des marchés financiers, leur "approfondissement" comme on dit, favorise ceux dont la richesse est déjà suffisante, accroissant ainsi artificiellement les inégalités. L'accès aux grandes écoles, encore plus socialement homogène que dans le passé, comme le délabrement de beaucoup d'universités réduisent pour le plus grand nombre les espoirs de mobilité sociale et les incitations. Plusieurs études ont montré qu'au bas de l'échelle des revenus, le non-emploi était beaucoup plus important et la durée du travail beaucoup plus faible que pour les revenus plus élevés. Lorsque l'espoir de mobilité sociale est vain, le goût du travail devient amer. Si en plusieurs pays européens, les parents craignent que leurs enfants connaissent un sort moins enviable que le leur, c'est qu'ils ont révisé à la baisse leurs anticipations de progrès social. Les inégalités d'aujourd'hui aggravent alors les inégalités de destin, en un mouvement cumulatif insoutenable socialement.

Un symptôme de cette évolution vers "un horizon de faible espérance" est illustré par le débat actuel sur la mesure du pouvoir d'achat. L'indice des prix, qui par définition est une moyenne, ne rendrait pas bien compte de l'évolution du pouvoir d'achat, notamment des populations les plus défavorisées. Il conviendrait d'en créer une pluralité pour mieux refléter son évolution par catégorie. Pourquoi pas ? Mais si le problème se pose en ces termes aujourd'hui, c'est que l'on suppose implicitement que le passage d'une catégorie à l'autre devient de plus en plus difficile, et surtout que la probabilité d'une augmentation du pouvoir d'achat par augmentation des revenus et des salaires devient de plus en plus faible.

Dans le contexte d'une société bloquée, la croissance des inégalités perd donc l'essentiel de sa justification, puisqu'elle n'est plus le moteur de la mobilité sociale ascendante. De surcroît, elle va bien au-delà de ce que la globalisation et le progrès technique impliqueraient, précisément parce qu'elle en limite les bénéfices et les opportunités à une faible fraction de la population. Il pourrait en résulter une distance, un abîme si grand entre catégories sociales que la société deviendrait encore moins dynamique, encore plus fragmentée.

Je serai le dernier à me plaindre du discours récurrent, consensuel, en faveur de l'investissement dans l'éducation et notamment dans l'enseignement supérieur et la recherche. Le consensus naît de ce qu'un tel investissement serait des plus favorables à la croissance. De cela je suis moins sûr, sauf s'il était accompagné des

mesures nécessaires à remettre en marche la mobilité sociale ascendante, c'est-à-dire une dynamique de progrès social. Si tel était le cas, la promesse d'une égalité de destin serait son plus grand bénéfice.

Jean-Paul Fitoussi pour "Le Monde"